

Unité départementale de l'Isère
Pôle CT3S
Unité sol et sous-sol

Grenoble , le 01/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CMSE

LE PEUYE
38860 LES DEUX-ALPES

Références : 2022-Is028SS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2022 dans l'établissement CMSE implanté au lieu-dit 'Le Peuye' 38860 LES DEUX ALPES.

L'inspection a été annoncée le 03/03/2022.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMSE
- LE PEUYE 38860 LES DEUX ALPES
- Code AIOT dans GUN : 0006101110
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière CMSE des Deux-Alpes est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2021-06-23 du 9 juin 2021 pour les rubriques suivantes:

- n°2510 pour une carrière d'une capacité de production annuelle maximale de 250 000 t.
- n°2515 pour une puissance installée de machines concourant au fonctionnement de l'installation de 710 kW,

– La production du site (éboulis de roche métamorphique) est transportée pour être traitée et commercialisée vers les installations de la société CMSE situées sur la commune d'Auris en Oisans.

– Les déchets d'extraction (matériaux fins, terres...) sont utilisés pour la remise en état.

La société CMSE a engagé des travaux de remise en état sur les zones qui ont fait l'objet d'une

exploitation dans le cadre de l'arrêté préfectoral n°2007-08-516 du 8 octobre 2007.

Au 16 mars 2022, l'exploitation dans le cadre des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 9 juin 2021 n'a pas débutée.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

2-2) Constats

Le jour de l'inspection, les travaux d'extraction dans le périmètre de l'autorisation du 8 octobre 2007 sont achevés.

Des évacuation de matériaux restent néanmoins nécessaires pour finaliser les travaux d'aménagement prévus dans le cadre de la remise en état. Ces évacuations de matériaux seront réalisées au cours de l'année 2022 pendant les périodes définies dans l'autorisation.

Les travaux de remise en état en cours de réalisation consistent en :

- un aménagement naturel et paysager de la plate forme;
- la création de merlons engazonnés;
- le maintien d'une zone en creux derrière les merlons destinée à contenir une partie des laves torrentielles issues du massif montagneux situé au-dessus de la carrière.

Le boisement des talus sera réalisé au printemps ou en automne en fonction de la météorologie.

L'inspection des installations classées formule les observations suivantes :

- Au 16 mars 2022, la remise en état doit être poursuivie conformément aux dispositions de l'arrêté du 8 octobre 2007 et au plan annexé à l'étude d'impact de février 2006.
- Un dossier de déclaration de cessation d'activité sera adressé au préfet (article R512-39-1 du code de l'environnement) 6 mois avant l'arrêt définitif de l'installation.
- Le dossier de cessation d'activité sera adressé pour avis au maire de la commune et au propriétaire des terrains lesquels disposent d'un délai de 3 mois pour formuler leur avis (article R512-39-2 du code de l'environnement).

3) conclusion

Les observations relevées ci-dessus n'appellent pas de suites administratives